

**¡ Maestras ! « Femmes aux pantalons », des salles de classe aux barricades
(Oaxaca, Mexique)**

**¡ Maestras ! « Women in pants », from
classroom to barricades
(Oaxaca, Mexico)**

Résumé

Cet article traite de la participation politique des femmes à l'occasion d'un épisode insurrectionnel en 2006 à Oaxaca au Mexique (l'Assemblée populaire des peuples de Oaxaca, APPO), sous l'angle de l'expérience singulière des enseignantes qui y ont pris part. La contribution met en évidence comment ces dernières expérimentent des dilemmes et des paradoxes liés à leur ancrage social et politique spécifique au sein de la société locale (et nationale).

Croisant les questions de genre, de travail et de mobilisation, nous proposons d'éclairer cet engagement politique spécifique des *maestras* mexicaines grâce à une double démarche, régressive et ethnographique. Cette approche de la politisation qui lie le temps long et les activités routinières permet dès lors de replacer l'expérience politique de ces femmes dans le cadre plus large des rapports sociaux de genre au Mexique.

Mots-clés : Mexique – Oaxaca – Enseignantes – Participation politique – Féminismes – APPO.

This article discusses women's political participation in a 2006 insurgent episode in Oaxaca, Mexico (the Popular Assembly of the Peoples of Oaxaca, APPO), from the perspective of the singular experience of women teachers. The contribution highlights how the latter experiment dilemmas and paradoxes related to their specific social and political embeddedness in local (and national) society.

Crossing issues of gender, labor and mobilization, we propose to shed light on this specific political engagement of Mexican *maestras* through a dual approach, regressive and ethnographic. This approach to politicization, which links long time and routine activities, allows us to place the political experience of these women in the broader framework of gender relations in Mexico.

Keywords: Mexico – Oaxaca – Teachers – Political participation – Feminisms - APPO

« *Calladita se ve mas bonita* » [On est bien plus mignonne quand on se tait]. C'est avec ces mots que s'était achevée une longue conversation avec Emita, en 2010, lors d'un de mes séjours à Oaxaca au Mexique. Cette enseignante indienne bilingue d'une cinquantaine d'année, originaire d'un village zapotèque de la Sierra, a exercé plusieurs mandats syndicaux, enseigné dans différents contextes de la région au sein de localités parfois très isolées, elle a également été promotrice d'un projet d'enseignement secondaire interculturel expérimental. Elle qui a par ailleurs contribué à tenir les barricades durant l'insurrection de 2006 à Oaxaca, prenait cependant ainsi acte, en 2010, de l'actualité des rapports de genre au sein de son syndicat et dans le quotidien professionnel des *maestras* [enseignantes]. Ces considérations issues d'un contexte local mexicain (État de Oaxaca) font écho aux travaux français de sociologie politique sur l'inscription des femmes dans le mouvement ouvrier, syndical, qui est encore aujourd'hui marqué par une « culture masculine » et une série de stéréotypes de genre¹. Ces travaux montrent que, malgré les politiques d'égalité et la féminisation croissante au sein des syndicats, il demeure dans ces organisations un « plafond de verre² » plus ou moins important selon les secteurs – auquel se combinent, dans certains cas, les discriminations propres aux rapports sociaux de race dans ce contexte mexicain. Cette situation est due, en partie, aux difficultés rencontrées par les femmes pour concilier engagements syndical, familial et professionnel³, difficultés souvent exprimées par les enseignantes syndicalistes de Oaxaca rencontrées sur mon terrain⁴. La féminisation de la profession⁵ cache dès lors des disparités s'agissant de l'accès différencié des femmes et des hommes aux responsabilités hiérarchiques et syndicales.

De mai à novembre 2006 dans ce contexte mexicain de Oaxaca, à l'occasion d'un épisode contestataire insurrectionnel de grande ampleur qui a pris le nom d'Assemblée populaire des peuples de Oaxaca (APPO), les femmes – et tout particulièrement les enseignantes – ont massivement participé aux barricades, aux occupations des édifices publics, des places, et aux

¹ Guillaume et Pochic 2013.

² Alber 2013.

³ Le Quentrec et Rieu 2003.

⁴ À Oaxaca, pour changer de poste ou monter en grade au sein d'une délégation, s'il faut monter un dossier professionnel, passer des concours, presque toujours, en dernier recours, c'est la direction de la délégation syndicale qui valide ou non la demande et peut arbitrairement la rejeter au regard du nombre de « points » acquis grâce à la participation syndicale. L'engagement syndical étant particulièrement chronophage, il est souvent plus difficile pour les femmes, notamment celles qui sont mariées et/ou ont des enfants, de consacrer le temps nécessaire à une ascension professionnelle et syndicale aussi rapide que celle des hommes.

⁵ À Oaxaca, les près de 75000 *enseignant.e.s* affilié.e.s au syndicat enseignant composent un ensemble hétérogène, de la maternelle au secondaire, tous systèmes confondus (formel et « interculturel bilingue »). Les femmes représentent 60% du personnel – cependant plus de 90% en maternelle et moins de 30% en secondaire (où les rémunérations sont largement supérieures), ces taux étant similaires à l'échelle nationale.

manifestations de masse qui ont jalonné cette période. L'APPO a dès lors permis l'ouverture d'un espace de participation politique qui a pu déborder les mécanismes genrés habituels des mobilisations locales, notamment syndicales. Les *maestras*, pour la plupart rattachées à la section locale dissidente⁶ du puissant Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE), ont alors pu envisager une démocratisation de leur organisation depuis une perspective de genre, de l'intérieur, soulignant les contradictions entre la mobilisation syndicale au cœur du mouvement de l'APPO, et le maintien d'un ordre social hégémonique patriarcal. L'épisode politique de l'APPO a ainsi constitué une brèche pour l'expression et la prise en considération de revendications féminines au sein de cette singulière arène politique que recouvrait l'assemblée.

Les données de terrain collectées auprès des enseignantes nous permettent d'apporter un éclairage spécifique sur cet épisode singulier de participation politique des femmes. Ainsi, comment les compétences politiques de ces enseignantes, acquises tant au sein de la structure syndicale que durant leur formation au sein des écoles normales, ont-elles été mobilisées, éventuellement valorisées à l'occasion de ces mobilisations ? Inversement, comment l'expérience de tensions et de paradoxes inhérents à leur multi-engagement au sein d'organisations politiques aux répertoires et aux fondements politiques parfois très éloignés, a-t-elle favorisé l'émergence d'une posture réflexive ? Plus largement, comment cette conjoncture politique critique a-t-elle joué sur les rapports sociaux de genre, au sein de l'APPO, du syndicat enseignant et plus largement de la société locale, à Oaxaca ?

Tandis que l'organisation politique et l'investissement de l'espace public par les femmes à Oaxaca en 2006 ont pu paraître comme un surgissement inattendu et inédit, il est plus heuristique, pour les appréhender, de les replacer dans l'histoire longue de la participation politique des femmes dans cette région et plus largement à l'échelle du Mexique. Dans cette logique, cet article adopte une double démarche, ethnographique et historique. La démarche ethnographique permet de saisir des éléments peu spectaculaires de la vie politique de ces femmes au quotidien⁷, de comprendre l'imbrication des pratiques et des ressources politiques entre espaces sociaux (familiaux, professionnels, syndicaux) qui les caractérise⁸. Quant à la

⁶ Rattachée à la Coordination nationale des travailleurs de l'éducation (CNTE) au sein du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE) ; cette coordination, créée à la fin des années 1970, regroupe les sections syndicales locales qui avaient alors engagé un processus de démocratisation interne. Ce processus n'incluait cependant pas les dimensions de genre.

⁷ Auyero et Joseph 2007, Scott 1985.

⁸ Métais 2019, Rius 2012.

logique régressive⁹, elle fait émerger des échos, des reprises et des transmissions relatifs à ces engagements politiques des enseignantes. Nous verrons dès lors comment cette double démarche liant la prise en compte de la participation politique des femmes sur le temps long et l'observation *in situ* des activités routinières met en évidence l'ambivalence historique du statut de ces femmes enseignantes au sein de la société mexicaine ; or cette ambivalence fonde des processus aigus, spécifiques, de subjectivation politique.

Pour cette contribution, je m'attacherai aux expériences politiques de ces enseignantes appréhendées grâce à une méthode ethnographique mobilisée durant la période qui a suivi les mobilisations de l'APPO, de 2008 à 2013¹⁰. Loin de me focaliser exclusivement sur l'implication des *maestras* au sein de l'organisation syndicale, je propose plutôt de lier cet aspect à leur formation, aux conditions de l'exercice de leur profession dans le contexte local, aux rapports de genre à Oaxaca ainsi qu'à la genèse historique de la figure de l'enseignante rurale au Mexique (la *maestra rural*). Il s'agira d'éprouver, à partir de ce contexte mexicain, comment « le genre en tant qu'outil analytique, nous donne une perspective privilégiée de compréhension des relations de pouvoir, tout en éclairant le caractère égalitaire – ou non – d'un mouvement, d'un régime ou d'un projet national¹¹ ».

La première partie de l'article traitera des mobilisations de 2006 à Oaxaca et des rapports de genre qui les ont caractérisées, appréhendés principalement depuis l'expérience des enseignantes ; elle s'appuie sur une série de chroniques et de travaux sociologiques relatifs à la COMO et à l'APPO, ainsi que sur des récits formulés *a posteriori* quant à cette période.

La seconde partie, en dialogue avec la première, analysera l'activité politique contemporaine de ces enseignantes à l'aune de leur place dans le processus de construction nationale au Mexique. Comme le souligne Michelle Perrot¹², l'histoire du travail féminin est à relier aux transformations de la famille, des rapports de genre et des rôles sociaux. Or les projets nationaux ou coloniaux contribuent – même de manière partielle et contestée – à ces transformations. C'est le cas au Mexique où les processus de construction nationale ont comporté une forte

⁹ Wachtel 1990.

¹⁰ Par « méthode ethnographique » j'entends un travail d'immersion sur le terrain de plus d'une année au total, entre 2008 et 2016. Cinq terrains de plusieurs mois m'ont permis de faire des séjours de plusieurs semaines auprès d'enseignantes et d'enseignants dans la Sierra Norte de Oaxaca, la Costa et l'Isthme de Tehuantepec (régions de l'État fédéré de Oaxaca), occasion d'observations situées, d'échanges formels et informels menés dans le cadre scolaire, communautaire, familial et syndical. J'ai également accompagné de nombreuses « activités politiques » dans la ville de Oaxaca : occupations, manifestations et ateliers de formations syndicaux, et quotidien au sein du local syndical central. J'ai enfin eu accès aux archives de la section syndicale locale et à celles de l'État fédéré de Oaxaca.

¹¹ Padilla 2008 : 166-167. « as analytical tool, gender provides a window into relations of power and speaks to the egalitarian character of a movement, regime, or national project » (traduction de l'auteure).

¹² 1978.

orientation de genre¹³ qui a tout particulièrement concerné les missions et le statut des *maestras*.

APPO, 2006. « Le poing de la femme est une menace pour le pouvoir »

Le soulèvement de l'APPO a pris place dans un contexte local dont il importe de retracer les principales caractéristiques pour considérer les rapports sociaux de genre tels qu'ils se jouent dans cette région du sud-est mexicain. État fédéré fragmenté (d'un point de vue social, administratif et topographique), Oaxaca est peuplé de 4,1 millions d'habitants, sur une population de 126 millions pour l'ensemble du Mexique. C'est, avec les États voisins du Guerrero et du Chiapas, l'un des plus pauvres du Mexique. La population de l'État de Oaxaca est composée d'un tiers de populations indigènes si l'on considère le critère linguistique, ce qui en fait aussi l'un des États le plus « indien » (viennent ensuite le Yucatán et le Chiapas)¹⁴. Elle regroupe 16¹⁵ des 51 groupes ethnolinguistiques du pays. Cette dimension indienne imprègne les revendications et les répertoires de l'action collective au sein de l'État, quand 418 des 570 municipales de l'État emploient des procédés coutumiers pour désigner leurs autorités municipales (sous forme d'assemblées et en principe sans la présence des partis politiques)¹⁶.

La genèse de l'Assemblée populaire des peuples de Oaxaca. Du plantón enseignant routinier aux barricades.



Plantón enseignant sur le zócalo de Oaxaca (Julie Métais, 2009)

¹³ Gutierrez Chong 2007.

¹⁴ INEGI 2020.

¹⁵ Amuzgo, chatino, chinanteco, chocho, chontal, cuicateco, huave, ixcatéco, mazateco, mixe, mixteco, náhuatl, popoloca, triqui, zapoteco et zoque (INEGI 2020).

¹⁶ Les « Us et coutumes » [*Usos y costumbres*].

Tous les ans¹⁷ depuis le début des années 1980, à partir du 15 mai, « jour de l'instituteur », une représentation syndicale du groupe enseignant de l'État de Oaxaca investit durant plusieurs semaines la place centrale de la ville, le *zócalo* : il s'agit d'exercer une pression sur le gouvernement local afin d'obtenir gain de cause dans le cadre de revendications annuelles¹⁸ qui ont trait à des conditions salariales et matérielles d'exercice de leur profession pour l'année scolaire à venir. Tant que les négociations avec le gouvernement local n'ont pas obtenu de réponse jugée acceptable, l'occupation enseignante du *zócalo* se poursuit. C'est le *plantón* annuel des *maestros* et des *maestras* de Oaxaca. Or, en 2006, le gouvernement local, plutôt que de mener les négociations, a brutalement fait déloger les *maestros* et les *maestras* par les polices locales. La violence déployée lors de cette opération a par la suite suscité la formation rapide d'un large mouvement de solidarité envers les *maestros* et les *maestras*.

L'Assemblée populaire des peuples de Oaxaca (APPO) a été créée le 19 juin 2006, dans un premier temps pour soutenir les enseignant.e.s en grève, puis pour exiger le départ du gouverneur de l'État (Úlises Ruiz Órtiz), par ailleurs impliqué dans de nombreuses affaires de corruption, incarnant des modalités autoritaires et violentes de gestion des affaires locales¹⁹. Très vite, l'APPO est devenue une vaste alliance réunissant plus d'une centaine d'organisations politiques et sociales locales hétéroclites, rassemblant bien au-delà des organisations populaires liées de longue date au syndicat enseignant, et notamment une frange importante de la population locale, habitantes et habitants de Oaxaca sans affiliation politique préalable qui a progressivement rejoint cette assemblée au cours de l'été 2006. Parmi les multiples organisations, se trouvaient de nombreux collectifs de femmes qui relèvent d'une grande diversité d'options féministes et d'ancrages dans la société locale, urbaine et indienne. Ainsi la *Casa de la Mujer* [Maison de la Femme] « Rosario Castellanos²⁰ », fondée à Oaxaca à la fin des années 1970 par un groupe de femmes urbaines, diplômées, pour défendre les droits des femmes, notamment en contexte rural-indien, par le moyen de recherches, de formations et d'ateliers – ce collectif de femmes avait notamment animé l'émission de radio « Forum de la Femme » sur *Radio Universidad* [Radio Université] à la fin des années 1970 ; ou encore des ONG plus récentes, tel le Groupe de soutien à l'éducation de la femme (GAEM), et enfin le Centre pour les droits de la femme 'Naaxuiin', Alternatives pour l'équité et la diversité. Le début de la mobilisation – qu'il s'agisse des négociations annuelles du syndicat enseignant avec

¹⁷ Sauf quelques rares exceptions : par exemple en 2011, il n'y a pas eu d'occupation de la place centrale de la ville par les *maestros* de l'État.

¹⁸ Formulées dans le cadre d'un texte pétitionnaire adressé au gouverneur de l'État.

¹⁹ Recondo 2007.

²⁰ Du nom d'une écrivaine féministe mexicaine, particulièrement engagée sur la condition des femmes indiennes.

le gouvernement local ou de l'émergence de l'APPO – a cependant peu été marqué par des revendications spécifiquement liées au genre et aux droits des femmes.

La ville a connu neuf mois de mobilisations intenses, de manifestations, l'occupation permanente du *zócalo*, la prise puis l'occupation active de radios et de télévisions locales et la mise en place de nombreuses barricades. Cette période de mobilisation exceptionnelle a été l'occasion d'une mise en variation inventive du répertoire « classique » des enseignantes et des enseignants. Le système des barricades établi plusieurs mois durant dans la capitale de l'État en est un exemple. Outre les manifestations, *plantones* et blocages de route, de la fin du mois d'août à novembre 2006, différentes composantes de l'APPO – associations de voisinage, collectifs de femmes, organisations de jeunes – ont organisé, soutenus par les enseignantes et les enseignants de la section 22, un système de barricades quadrillant chaque nuit une grande partie de la ville, en réaction notamment à l'augmentation des violences para-policières perpétrées par des « escadrons de la mort » ou « caravanes de la mort », probablement engagés par le gouvernement local pour déloger violemment les occupants, les effrayer²¹. Fin octobre 2006, une grande partie des enseignantes et des enseignants, qui constituaient une force numérique, logistique et organisationnelle importante du mouvement, a accepté de reprendre son activité dans les établissements scolaires de la région. Les occupations et barricades, elles, ont été évacuées violemment par l'armée et la police fédérale, courant novembre.

Pour de nombreuses femmes à Oaxaca, l'engagement sur les barricades et les occupations a été l'occasion d'activités politiques distinctes, s'inscrivant dans des temporalités inédites, de nuit, parfois de manière continue durant plusieurs jours, à « défendre » et garder un territoire. Pour les enseignantes en revanche, rompues aux occupations annuelles du *zócalo* et autres blocages de routes dans le cadre de leur participation syndicale, ces modalités d'occupation de l'espace sous forme de barricades n'étaient pas tout à fait nouvelles.

Nombre des femmes qui ont participé à l'occupation puis aux activités de programmation et de transmission des radio et télévision disent avoir vécu en 2006 une expérience marquante, voire une rupture des habitudes en matière de relations genrées quotidiennes au sein de la famille : celles qui ne rentraient plus à la maison le soir pour pouvoir garder un site occupé ; celles qui ont dû négocier leurs absences répétées avec leurs maris, leur famille, afin que quelqu'un

²¹ Victor Raúl Martínez Vásquez (2007) évoque la mise en œuvre par le gouvernement local du « *Plan hierro* » [Plan de fer], stratégie pour venir à bout de l'APPO grâce à des actions punitives de groupes para-policiers qui tiraient et tuaient les manifestants et gardiens des barricades.

puisse prendre le relais à la maison, notamment en assumant les tâches quotidiennes qui leur incombaient habituellement.

« *Quand une femme avance²²...* ». *La COMO*.



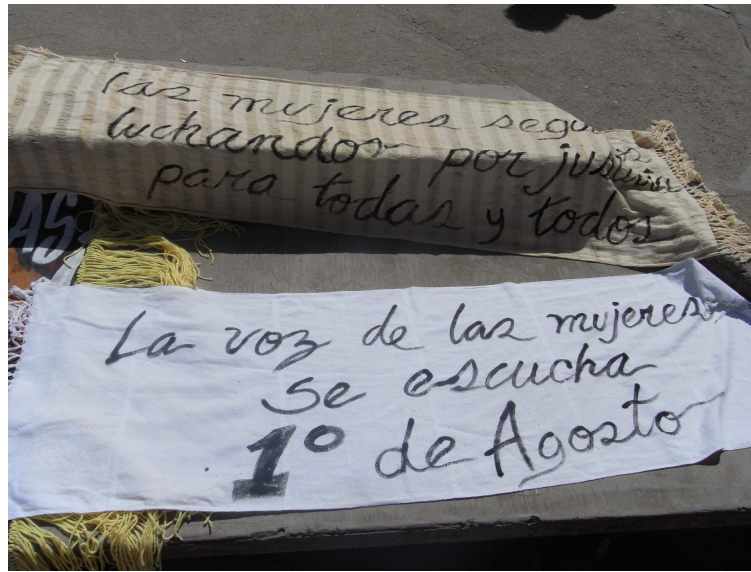
Affiches pour la marche commémorative de celle du 1^{er} août 2006 (Julie Métais, 2010)

La « marche des casseroles » à laquelle ont participé plusieurs milliers de femmes, a réuni à Oaxaca un collectif éclectique de femmes le 1^{er} août 2006, venues d'ONG locales telle la Ligue mexicaine de défense des droits de l'Homme Oaxaca-LIMEDDH Oaxaca, de syndicats (notamment de l'enseignement et de la sécurité sociale), d'organisations populaires (FPR, CODEP, CIPO-RFM²³), et de nombreuses femmes sans affiliation. L'appel à manifester avec casseroles, vaisselle et pots avait été diffusé via *Radio Universidad*. Durant cette manifestation, les revendications principales concernaient le départ du gouverneur de l'État fédéré, la libération des militants de l'APPO qui avaient été arrêtés, et enfin que les demandes initiales des enseignantes et des enseignants soient satisfaites. Ces revendications ne portaient donc pas explicitement sur des dimensions de genre, en revanche une telle manifestation signalait l'ampleur des contributions féminines au mouvement – reprenant ce faisant une série de symboles genrés stéréotypés telles les casseroles –, le niveau élevé de mobilisation des femmes et leur diversité. « Quand une femme avance, pas un homme qui fasse marche arrière », slogan

²² Référence au slogan en espagnol : « Cuando una mujer avanza, ningún hombre retrocede » [Quand une femme avance, pas un homme qui fasse marche arrière] (traduction de l'auteur de l'article).

²³ Front populaire révolutionnaire (FPR), Comité de défense des droits du peuple (CODEP), Conseil indien populaire de Oaxaca-Ricardo Flores Magón (CIPO-RFM).

qui avait alors été beaucoup scandé, énonçait enfin le rôle d'avant-garde des femmes dans la lutte.



« La voix des femmes est entendue. 1^{er} août » (Julie Métais, 2010)

Durant cette manifestation, plusieurs centaines de ces femmes s'étaient alors dirigées – de manière non préméditée selon mes interlocutrices – vers les radio et télévision²⁴ locales afin de pouvoir accéder à l'antenne, prendre la parole, en tant que femmes. La directrice de la chaîne locale avait alors refusé de leur accorder un créneau ; c'est ensuite que l'occupation des installations de la corporation de Radio télévision de Oaxaca (COR-TV) avait été décidée, donnant lieu à la création de « télé-APPO » et « radio casserole » ou « la Ley » [la Loi]. Le 1^{er} mai au soir, les téléspectateurs ont pu découvrir sur les écrans un groupe de femmes expliquant, certaines en Zapotèque ou en Mixtèque, les motifs de leur mobilisation et de cette occupation. Durant le mois d'août 2006, ces femmes ont contribué, par les deux médias à la mobilisation de nouvelles organisations, associations de quartier, habitants de Oaxaca.. Les participantes se sont organisées vaille que vaille, en commissions : sécurité, programmation, cuisine et nourriture, accueil des délégations et des personnes qui voudraient avoir accès à l'antenne, presse, production, enquêtes, communication, santé, éducation, finances.

Radio casserole a permis de constituer un véritable forum de témoignages et de récits, accueillant des paysans confrontés à l'autoritarisme d'un président municipal ou de caciques locaux, des vendeurs ambulants, des migrants, des mères célibataires, également relais d'informations sur la mobilisation, permettant l'expression de voix diverses, urbaines,

²⁴ À noter que cette télévision publique, jusque dans les années 1990, avait proposé des contenus qui rendaient compte de la variété des modes de vie et des problématiques sociales et politiques de la région, incluant aussi des programmes en langues indiennes locales ; puis un changement de direction avait favorisé une programmation au service du gouvernement local.

indiennes, de travailleurs et de travailleuses, à l'image de la pluralité du mouvement. Lynn Stephen²⁵ avance que cette période et ces expériences ont coïncidé avec une coloration genrée progressive des discours et des revendications accrues concernant les droits humains.

Le 21 août 2006, une opération policière d'envergure a interrompu cette expérience de 21 journées d'occupation et de diffusion, détruisant, par ses tirs, les antennes de CORTV. Peu de temps après, le 31 août 2006, le collectif des femmes qui avaient participé à cette occupation a convoqué une assemblée de femmes dans le hall de l'Université locale, qui a mené à la création de la Coalition des femmes de Oaxaca (COMO). Cette assemblée a permis de réunir près de 300 femmes, « déléguées » issues d'ONG de défense des droits des femmes, de syndicats, de collectifs féministes et d'organisations populaires locales, mais encore des femmes au foyer, des commerçantes, des ouvrières et des employées de gouvernement sans affiliation politique préalable. Cette coordination s'est inspirée de l'organisation en « fronts » tel le « Front de quartiers de Oaxaca » [*Frente de colonias*], plateformes susceptibles d'inclure toutes les participations et de promouvoir un fonctionnement horizontal, indépendant des appartenances politiques. Toutes ces femmes avaient en commun leurs « conditions concrètes, objectives. La seule chose que nous partageons²⁶ ». Elles portaient une critique de la subordination des femmes au quotidien, également conscientes, non seulement de l'absence d'une perspective de genre dans le cadre des débats et discussions au sein de l'APPO, mais encore de l'existence de pratiques autoritaires et patriarcales des différentes organisations politiques locales, excluantes à leur égard. Il s'agissait donc de pouvoir commencer à parler au nom des femmes au sein de l'assemblée de l'APPO, d'influer sur les processus décisionnels en incluant la question du genre, des inégalités et de la violence. Les femmes de la COMO, bien que partageant le cœur des revendications des organisations de l'APPO, à savoir la dénonciation des pratiques autoritaires et corrompues du gouverneur Ulises Ruiz Ortiz, ont donc également commencé à revendiquer la nécessité de parler en tant que femmes au sein de cette instance²⁷ – tout en

²⁵ 2013. Les travaux de Lynn Stephen nourrissent notre recherche de manière particulièrement pertinente : cette anthropologue travaille en effet depuis plus de trente ans à Oaxaca en scrutant les rapports de pouvoir et de domination dans ce contexte à l'aune du genre et de la race (ou de l'autochtonie). Elle s'est dès lors intéressée à l'APPO, produisant tant des analyses anthropologiques au format classique que des recueils de témoignages et leurs enregistrements en ligne. Cependant, ces recherches se sont peu attachées à la figure des enseignantes pourtant au cœur du processus de formulation et de publicisation des enjeux de genre qui travaillent leur univers socio-professionnel et au-delà la société locale et nationale.

²⁶ Propos recueillis durant l'été 2009 lors d'un entretien avec une enseignante de la ville de Oaxaca ayant été active au sein de la COMO.

²⁷ Leur expérience est en ceci proche de celle des Indiennes zapatistes au Mexique : celles-ci ont réussi à mettre en avant leurs intérêts en tant que femmes au sein d'une organisation initialement marxiste-léniniste, mais sans quitter l'organisation 'mixte' (Falquet 2020 : 34).

craignant cependant d'être taxées de « féminisme », terme souvent associé à une accusation disqualifiante²⁸. De manière similaire, les *maestras* ont souvent recours à des procédés de « neutralisation du genre »²⁹ pour se faire entendre dans le contexte syndical, faisant un effort conséquent pour que leurs revendications ne puissent apparaître comme relevant d'« affaires de femme »³⁰.

Des « brigades » d'information ont été organisées, selon une logique de « conscientisation des classes populaires et communautaires³¹ » quant au genre et aux droits des femmes, pour informer sur les activités de la COMO, à Oaxaca et au-delà. Les différents programmes se sont donné pour mission de couvrir les manifestations de l'APPO et les agressions menées par la police envers les manifestants, tout en veillant à « axer la question politique sur la question des femmes³² ». Des antennes de la COMO ont été mises en place dans d'autres régions de l'État fédéré, par exemple à Juxtlahuaca, à l'initiative, en octobre 2006, de femmes Triqui et mixtèques du Front indien d'organisations binationales. Tandis qu'au Mexique et à Oaxaca les processus identitaires sont habituellement associés à l'ethnicité, en 2006 la race incarnée, le corps physique de ces femmes a également été revendiqué, « short, brown, fat »³³. Cette expérience a de la sorte permis d'affirmer, dans l'espace public, tant les voix que les corps et les revendications de femmes indiennes, ouvrières, de classes moyennes qui, tout en bataillant sur leurs conditions économiques et celle de leurs enfants, mettaient en question leur subordination aux hommes, et s'engageaient dans l'espace public³⁴. Ces dynamiques ont permis de questionner voire de faire bouger les catégories plus conventionnelles des figures raciales

²⁸ Comme le souligne Jules Falquet au sujet du contexte indien zapatiste au Mexique, « il est tout à fait possible d'être organisées en tant que femmes, y compris dans un projet révolutionnaire, sans avoir de projet d'émancipation pour les femmes » (2020 : 23), tandis qu'en France par exemple mouvement des femmes et mouvement féministe sont la plupart du temps synonymes. Par ailleurs, la mise en avant de revendications féministes peut être accusée de « diviser la lutte populaire » dans ces contextes de mobilisation (Falquet 2020 : 207).

²⁹ Guillaume et Pochic 2013.

³⁰ C'est d'ailleurs là l'un des points d'achoppement récurrents entre organisations ouvrières et organisations féministes, observé dans d'autres contextes (Thébaud 2013). Il renvoie à des désaccords historiques entre mouvement féministe et mouvement féminin au sein de l'univers syndical – où le monopole de la défense des intérêts ouvriers, des hommes *et* des femmes est revendiqué.

³¹ Propos recueillis durant l'été 2009 lors d'un entretien avec une enseignante de la ville de Oaxaca ayant été active au sein de la COMO.

³² Idem.

³³ Stephen 2007.

³⁴ Ce qui illustre, à l'instar de ce que Jules Falquet montre pour le contexte mexicain chiapanèque, la complexité des intérêts et des stratégies des personnes qui se trouvent en position dominée dans les rapports sociaux de race *et* de sexe (2020).

ou ethniques genrées qui circulent habituellement dans la sphère publique mexicaine, sans toutefois recouvrir une réelle suspension des rapports sociaux de genre³⁵.

La période qui a suivi ces occupations a été marquée par de nombreuses agressions et un climat tendu de répression à l'égard des membres de l'APPO, et de ces femmes. Les récits relatifs à cette période évoquent avec beaucoup d'émotion la peur, la répression, la crainte d'être poursuivies, agressées, violées ou tuées, et la menace constante des « caravanes de la mort³⁶ » qui sillonnaient alors la ville, de nuit. Ces femmes témoignent en outre d'une ambiance d'insécurité et de suspicion croissante, de rumeurs de personnes infiltrées, de la terreur, la peur d'être poursuivies. Différents dispositifs ont été envisagés pour faire face à ces menaces et à la peur, par exemple les échanges de téléphones et d'adresses pour rester en contact et pouvoir échanger, coopérer, prendre des nouvelles en cas de problème. « Pour se sentir protégées ».



Musiciennes d'une fanfare communautaire et militantes de la COMO (Julie Métais, 2010)

Une partie de ces femmes, dont les enseignantes, bénéficiait d'une expérience politique préalable, syndicale ou dans le cadre d'organisations populaires ; elles étaient plus préparées et ont pu prendre une place importante de *leadership* au sein de la coordination. Disposant d'un capital militant – parfois scolaire – important, elles ont eu tendance à reproduire au sein de la COMO les pratiques autoritaires et verticales en vigueur dans leurs organisations politiques d'appartenance, et cet aspect n'a pas manqué de cristalliser des tensions entre les participantes.

³⁵ Comme le rappellent Abir Krefa et Sarah Barrières dans l'introduction du dossier de la revue *Ethnologie française* consacré au genre dans le contexte des crises politiques (2019).

³⁶ Voitures qui sillonnaient la ville de nuit, transportant des hommes armés menant des exactions contre des civils et militants de l'APPO.

Certaines femmes indépendantes, désillusionnées, se sont éloignées de la COMO pour cette raison, tandis que d'autres ont par la suite investi, créé, de nouveaux espaces comme le collectif « Mujer Nueva » [Femme Nouvelle] afin de mener des projets indépendants d'autogestion, de conscientisation et de formation politique des femmes³⁷. Les deux affiches distinctes pour la marche du 1^{er} août 2010 en commémoration de la « marche des casseroles » du 1^{er} août 2006³⁸ témoignent d'une scission qui n'a fait ensuite que s'aggraver entre ces deux tendances – même si certaines femmes évoluent au sein des deux univers.

Inversement, côtoyant des femmes aux influences et cultures politiques distinctes, plus démocratiques et horizontales, les femmes issues d'organisations populaires, des syndicats, ont eu l'occasion d'expérimenter, d'improviser parfois dans l'urgence des manières distinctes de faire la politique. Pour les *maestras*, cette expérience de mobilisation au sein de la COMO leur a permis de relever, plus encore, les contradictions existant au sein de leur syndicat entre la mobilisation, les demandes de démocratisation et, malgré tout, le maintien d'un ordre hégémonique patriarcal. C'est d'ailleurs un phénomène analysé de longue date par les travaux de sociologie politique qui, s'attachant aux rapports de genre dans le cadre du militantisme, ont mis en évidence combien les organisations mixtes – regroupant des femmes et des hommes – font rarement de la lutte contre le patriarcat une priorité³⁹.

L'épisode insurrectionnel de 2006 à Oaxaca a permis l'émergence, au sein de l'APPO, de mobilisations féminines importantes au sein desquelles les enseignantes ont joué un rôle-clé – cependant contesté –. Leur *leadership*, nourri d'une solide expérience politique acquise en grande partie grâce à leur engagement syndical, a fait l'objet de résistances et de critiques émanant de femmes porteuses d'acceptations plus horizontales, féministes et autonomes de la participation politique féminine.

Ces décalages et ces différends relatifs au *leadership* politique des *maestras* ne sont pas propres à l'arène politique de l'APPO, ils travaillent de longue date l'activité politique de ces dernières au sein de nombreux espaces politiques – syndicaux, associatifs, communautaires. Plus avant, ces tensions sont liées à leur statut ambivalent de femmes émancipées et lettrées dont la mission a été historiquement encadrée par les normes politiques post-révolutionnaires. Ce statut

³⁷ En accord également avec l'idée que « la 'défense du droit des femmes' et l'anti-sexisme ne sont pas nécessairement liés à une préoccupation d'émancipation, parfois même au contraire » (Guillaumin 2017 dans Falquet 2020).

³⁸ Cf photographie p.9.

³⁹ Roux, Perrin, Pannatier, Cossy 2005.

particulier les a amenées à jouer un rôle politique et social important au sein de la société locale, nourrissant des formes singulières, historiquement constituées, de subjectivation politique. Pour éclairer l'expérience de ces femmes enseignantes durant cet épisode insurrectionnel de 2006, leur participation politique et les conceptions du genre qui les ont accompagnées, nous explorerons, dans la partie qui suit, la généalogie de la figure d'enseignante missionnaire et *grillera*⁴⁰. Cette démarche permettra d'aborder les liens entre travail féminin et rôles sociaux genrés dans leur dimension historique au Mexique.

⁴⁰ Terme péjoratif pour qualifier ces femmes toujours occupées à manifester, contester.

Enseignantes, *grilleras* et missionnaires : un héritage historique

La situation des *maestras* mexicaines, qui ont mené, tout au long du XX^{ème} siècle, un travail tant éducatif que social et de mobilisation⁴¹, n'est pas sans rappeler la place prise par les femmes dans la mission civilisatrice en situation coloniale. Comme le soulignent Pascale Barthélémy et Rebecca Rogers⁴², les jeunes femmes qui exerçaient la profession d'enseignante dans ces contextes ont incarné une modernité problématique, remettant en cause les rôles genrés d'une part, et associée à la domination coloniale d'autre part. Leur autonomie financière, leur instruction, leur ont souvent permis de jouer un rôle d'intermédiaire auprès des autorités coloniales, d'accéder à des espaces politiques divers, notamment contestataires.

Progressivement à partir des années 1980, le contexte de transformation de l'État et de libéralisation de l'économie a affecté le récit national mexicain et, ce faisant, transformé la place des femmes dans ce récit. Celles-ci sont notamment devenues le relais de nombreux programmes de développement en milieu rural ; parallèlement, de nombreuses organisations politiques féminines ont alors fait leur apparition, pour certaines critiques des nouvelles acceptions genrées du rôle social et économique des femmes dans la globalisation (Stephen 2006).

Maestra rural et projet national révolutionnaire



Diego Rivera, *La maestra rural* (1932)

⁴¹ Rockwell 2004.

⁴² 2013.

Ce détail d'un tableau de Diego Rivera, représente une femme au premier plan, *maestra* rurale, probablement indienne, assise à même le sol, entourée de huit enfants et d'un vieillard, eux aussi indiens. Elle leur fait la classe. Elle tient un livre à la main, tandis que certains des enfants prennent des notes sur une tablette ; d'autres non. En arrière-plan, on distingue des hommes : la plupart travaillent la terre. Juste derrière le petit groupe qui entoure la *maestra*, un révolutionnaire bardé d'une cartouchière se tient là, qui observe la scène que constitue cette classe improvisée à l'orée d'un champ. Achievé peu avant le sexennat de Lázaro Cárdenas (1934-1940), ce tableau illustre à merveille le slogan cardéniste qui sera diffusé quelques années plus tard : « ¡ *Tierra e educación* ! » [Terre et éducation !].

Natividad Gutierrez Chong⁴³ a montré combien les projets nationaux et les nationalismes ont une orientation de genre, soulignant l'usage du corps féminin dans la mythologie, le symbolisme et l'iconographie de l'identité nationale. Elle montre aussi que le rôle des femmes dans le domaine public et le nationalisme n'a pas historiquement toujours été le même. Au Mexique, les transformations de la « mexicanité », des imageries nationales, ont affecté la mission enseignante spécifiquement dévolue aux femmes ; inversement, l'évolution des attributs genrés des professions a probablement joué, et joue encore, sur l'actualisation de la nation mexicaine.

La présence des femmes parmi les rangs des combattants révolutionnaires n'a pas été négligeable, la figure mythique des *soldaderas* à l'œuvre sur le front en témoigne – autant de médecins, cuisinières, espionnes ou encore commandantes des opérations⁴⁴. Plus largement, dès avant la révolution donnez dates, les femmes ont eu partie prenante de la vie rurale et de la production agricole, *via* notamment leur accès – certes limité – à la propriété foncière. Elles ont de ce fait constitué, après la révolution, l'une des cibles privilégiées des politiques étatiques soucieuses de contrecarrer l'influence de l'Église catholique parmi les femmes en milieu rural. L'État en construction les a en outre sollicitées en tant qu'enseignantes (pour un système scolaire en pleine expansion), mais aussi comme infirmières ou travailleuses sociales⁴⁵.

Après les années de lutte armée, la Constitution de 1917 a eu pour objectif de consacrer un projet de société mexicaine renouvelée, débarrassée de ses fonctionnements féodaux et du

⁴³ 2007.

⁴⁴ Stephen 2006. L'historiographie tout comme la littérature ou le cinéma s'attachant à la Révolution mexicaine ont eu tendance à effacer les femmes de cette période pour en faire, tout au plus, des témoins du courage des hommes objets de leur affection, ou encore un frein à la marche vers la modernité (Kay Vaughan 2006).

⁴⁵ Cano 1993, Vaughan 2000.

« fanatisme », tournée vers un avenir de modernité sécularisée⁴⁶. L'article constitutionnel n° 3 en a fait une école laïque et gratuite, tandis que l'article n° 31 l'a déclarée obligatoire. L'école rurale mexicaine qui s'est dessinée à partir de la fin des années 1910 a donc été conçue comme un outil de diffusion de la modernité et de la nationalisation des sociétés indiennes ; elle a constitué l'un des mythes fondateurs forts du *magisterio* [groupe socio-professionnel enseignant] mexicain.

Dans ce contexte, l'institutrice rurale a incarné un modèle parfait de modernité promu par cette idéologie révolutionnaire. Ainsi, la connaissance et le savoir, débarrassés des croyances « archaïques », pouvaient être à présent transmis, notamment par une femme, laïque, à des enfants indiens qui bientôt auraient accès aux nouvelles valeurs d'une nation homogénéisée, de la réforme agraire et d'une nouvelle école. Cette approche a été portée à son apogée sous la présidence de Lázaro Cárdenas (1934-1940), période par ailleurs marquée par la création de multiples instances de participation des femmes à la vie politique locale et nationale, parmi lesquelles le Comité de l'enfant prolétaire, la Ligue des mères de famille, ou encore les Ligues féminines de lutte sociale. Incarnations de la modernité et de la participation politique des femmes au projet national certes, ces *maestras* ne sont cependant pas forcément émancipées des stéréotypes de genre de l'époque : elles demeurent associées à la figure maternelle et se tiennent assises, tranquilles auprès des enfants (et des vieillards) tandis que, derrière, les hommes font la révolution.

Travail et participation politique des femmes au Mexique.

Jusqu'aux années 1970, la participation politique des femmes au Mexique s'est jouée dans deux domaines principaux : le développement agraire et l'éducation. La participation des femmes au sein des organisations rurales et indiennes a été encouragée par les politiques publiques de promotion de projets économiques par les femmes ; cependant, ces femmes ont très peu occupé de positions de *leadership* au sein de ces organisations⁴⁷. La loi de réforme agraire de 1971 a consacré l'accès des femmes aux terres collectives et encouragé leur participation aux projets de développement agraire avec la création des UAIM (Unités agro-industrielles pour les femmes) qui ont joué un rôle de structures-relais entre le parti hégémonique au pouvoir et les femmes des zones rurales.

⁴⁶ Kay Vaughan 1997.

⁴⁷ Rousseau et Hudon 2017.

Lynn Stephen analyse plus largement combien l’ancrage dans la vie économique locale, déplaçant les frontières habituelles des divisions genrées du travail, joue par ailleurs sur les relations de genre à l’échelle de la communauté dans ce contexte mexicain⁴⁸. C’est par exemple le cas des coopératives textiles fondées au début des années 1980 à Oaxaca (au sein de la communauté zapotèque de Teotitlán Del Valle)⁴⁹ : celles-ci ont permis aux femmes – souvent des migrantes de retour dans leur communauté d’origine, soucieuses de transformer leurs conditions de vie et de travail – de s’affranchir en partie de l’emprise des intermédiaires de l’industrie textile dans ce domaine. Les tisserandes ont investi une diversité de nouveaux espaces sociaux *via* le travail, dans le cadre des instances commerciales régionales et nationales ou de la vie politique locale en étant conviées aux assemblées communautaires au regard de leur activité économique. Ces femmes ont ainsi voyagé, acquis l’expérience de la participation à des instances régionales et nationales du monde de l’artisanat, développant de nouvelles compétences organisationnelles et de prise de parole.

Leur expérience n’est alors pas sans rappeler celle des enseignantes, même si ces dernières sont bien mieux loties que les travailleuses d’autres secteurs – puisqu’elles bénéficient d’un emploi stable et de prestations sociales. Au cours de leur carrière, les *maestras* sont amenées, elles aussi, à accéder à de nouveaux espaces sociaux et politiques *via* leur activité professionnelle, telles les assemblées communautaires locales ou les différentes instances syndicales. Or cette implication a un prix parfois élevé, qui les amène à endurer des menaces, des représailles, des formes d’ostracisme et parfois des violences physiques concrètes⁵⁰.

« *Femmes aux pantalons* ». *Ambivalences et difficultés de l’ancrage politique des maestras*.

Pour les femmes en milieu rural indien, la carrière d’enseignante a longtemps été la seule option de professionnalisation, d’ascension sociale mais encore d’émancipation. Ces enseignantes ont été formées au sein des écoles normales, espaces de socialisation politique, mais aussi instances d’imposition et d’intériorisation des normes nationales des futures *maestras*. Dans ces institutions, elles ont fait l’expérience de la vie collective d’internat, elles ont appris la discipline, la mission d’enseignante engagée auprès des populations, éléments constitutifs

⁴⁸ 2005.

⁴⁹ À l’instar d’autres expériences coopératives de ce type au Mexique ou en Amérique Latine (Castro Apreza 2003).

⁵⁰ Durant mon enquête, rares ont été les *maestras* qui ne m’ont pas fait le récit de ces difficultés et de la manière dont leur activité politique, leur apparente vie de femmes émancipées a suscité l’hostilité.

d'une identité professionnelle genrée toujours réactivée⁵¹.

Le syndicat enseignant et son courant hégémonique historique *Vanguardia Revolucionaria* [Avant-garde Révolutionnaire], jusqu'à la fin des années 1980, a longtemps diffusé et encouragé des formes stéréotypées de participation politique des femmes en son sein, telle leur implication dans l'organisation des rencontres, repas et événements festifs syndicaux par exemple⁵², selon une division sexuée du travail militant courante et désormais bien analysée⁵³. Les formes d'organisation collective et les rapports de pouvoir au sein du syndicat enseignant demeurent encore aujourd'hui imprégnés des registres de la domination masculine⁵⁴. Et les enseignantes, toujours peu organisées de manière collective au sein du contexte syndical, voient leur rôle circonscrit dans ce cadre, marqué par les impératifs de dévouement et de sacrifice. Si l'on observe attentivement la morphologie des manifestations enseignantes au Mexique (la plupart régies par les normes organisationnelles en vigueur au sein de l'appareil syndical), l'on repèrera en bien des occasions que le cortège est bordé, de chaque côté, de deux colonnes d'hommes « protégeant » les femmes qui, elles, se tiennent en rang à l'intérieur du cortège. En revanche lorsque des charges policières sont prévues, il est aussi courant que les femmes se positionnent à l'avant, misant sur le fait qu'en tant que femmes elles ne feront pas – ou moins – l'objet de charges. Ces pratiques, qui engagent de manière différenciée les corps des hommes et des femmes, fonctionnent comme métaphore de la place ambivalente des femmes *maestras* au sein du syndicat enseignant. Femmes que les hommes doivent protéger de manière patriarcale des assauts extérieurs, mais aussi remparts féminins incarnés contre les violences policières.

⁵¹ Dans ces écoles normales se joue ce que l'on peut appeler une socialisation morale du corps, à l'instar de ce que décrit Bertrand Geay [1999] pour les écoles normales de la troisième République en France.

⁵² Cortina 1989.

⁵³ Picot 2020.

⁵⁴ Estrada Saavedra 2016.



Plantón des enseignant.e.s de Oaxaca sur le *zócalo* de Mexico, début des années 1980 – non daté (archives de la section syndicale enseignante de Oaxaca).

Dans les villages de la région, lors de leurs premières affectations, ces femmes s’insèrent de manière spécifique dans l’espace social et politique des contextes ruraux et indiens, notamment au sein des municipalités régies par les *Usos y costumbres* [Us et coutumes], où la participation des femmes à la vie politique locale a souvent été présentée comme restreinte⁵⁵. Or, armées de leur légitimité professionnelle et de leur instruction, agentes chargées de diffuser des normes sanitaires et des méthodes éducatives, elles se trouvent souvent en position d’autorité vis-à-vis des femmes, mais aussi de certains hommes. Susceptibles d’intervenir dans le cadre des assemblées communautaires, notamment sur des questions relatives à la vie scolaire locale, leur posture souvent critique et/ou perçue comme décalée ne va pas sans heurts : elle tend à remettre en cause certaines hiérarchies implicites.

Ces *maestras* incarnent enfin une autre tension, et pas des moindres : fonctionnaires, elles font partie de l’État, elles en sont partie prenante. *Grilleras* et syndicalistes, elles le contestent également. Or celles-ci demeurent soumises à un contrôle social plus important encore que les hommes, elles qui sont censées incarner une rigueur morale, une posture maternelle et une éthique à toute épreuve, conforme à l’image idéalisée de la *maestra rural* du tableau de Diego Rivera. Ces « femmes aux pantalons⁵⁶ », comme elles ont longtemps été désignées et s’auto-

⁵⁵ Vásquez 2011, Zafra 2009.

⁵⁶ Clara, enseignante, évoquait lors d’un entretien (juillet 2013) ces « *maestras aux pantalons* », telles ces institutrices africaines étudiées par Pascale Barthélémy (2010) dans un tout autre contexte historique et géographique, celui de l’AOF.

désignent encore parfois, peuvent entretenir des liens très forts avec les parents d'élèves et les femmes du village, par exemple quand elles organisent, le soir, « l'école des parents », souvent « l'école des mères », à l'occasion desquelles il leur est possible de transmettre des éléments de droit pour les femmes et des outils favorisant la participation citoyenne.

Les *maestras* incarnent des figures sociales singulières dans le contexte local de Oaxaca et du Mexique, leur activité politique et leurs subjectivités sont imprégnées d'une série d'attentes et de rapports sociaux qui à la fois bornent et ouvrent leurs horizons personnels et professionnels. Au regard de ces attentes sociales spécifiques, historiquement constituées, les *maestras* de Oaxaca ont à négocier au quotidien, encore aujourd'hui, leur place et leurs engagements – de manière différenciée relativement aux hommes.

Leur politisation – en premier lieu lors de leur formation et au sein du syndicat, puis dans le cadre d'autres espaces sociaux et politiques – est à double tranchant. D'une part, elle leur donne les outils pour contester, négocier dans le champ professionnel et au quotidien ; d'autre part, leur travail de mise en question des rapports de pouvoir, facilité par leur ancrage socio-professionnel, en fait les cibles privilégiées de violences.

Et pourtant, pour ces raisons peut-être en partie, les *maestras* constituent aussi, à l'échelle locale, une sorte d'avant-garde féministe – euphémisée, diverse, ambivalente et contestée – qui a pu trouver, durant l'épisode insurrectionnel de l'APPO en 2006, un contexte privilégié d'expression. Le contexte insurrectionnel, l'engagement des femmes de la COMO a dès lors permis une « percée », un contexte adéquat pour questionner le « machisme-léninisme »⁵⁷ et la domination masculine au sein du syndicat enseignant.

Suite à leur engagement au sein de l'APPO, Certaines d'entre elles ont pris des responsabilités syndicales à l'échelle de leur délégation, désormais reconnues pour leurs capacités à prendre la parole. En 2010, la place des femmes au sein de la hiérarchie de l'organisation syndicale demeurait cependant réduite. Quant aux pratiques quotidiennes et concrètes, tant au sein des écoles que du syndicat, elles ont peu évolué face aux contraintes de genre. Dans un contexte où les violences de genre ne cessent d'augmenter, les enseignantes qui tentent de dénoncer ou de mener des actions juridiques en lien avec cette problématique sont en général, encore aujourd'hui, peu soutenues.

⁵⁷ Estrada Saavedra 2016 : 294.

La question du genre a néanmoins pris plus de place au sein des organisations indiennes locales, par exemple SER (Service du peuple mixte) menant des projets sur les questions de santé et de nutrition, qui a intégré graduellement la question spécifique des droits des femmes. Les femmes de la COMO, malgré les aléas et les divisions, manifestent depuis chaque année pour commémorer la journée du 1^{er} août et la prise des radio et télévision locales. Enfin de nouvelles initiatives locales ont aussi vu le jour, des espaces de coordination entre groupes de femmes ont été mis en place, telle l'Assemblée de femmes indiennes de Oaxaca.

Bibliographie

ALBER Alex, 2013, « Un plafond de verre plus bas dans la fonction publique ? », *Travail, genre et sociétés*, n°30, p.131-154.

AUYERO Javier et Lauren JOSEPH, 2007, « Introduction : Politics under the ethnographic microscope », in Joseph, Lauren, Matthew Mahler et Javier Auyero (éd.), *New perspectives in political ethnography*. New York, Springer : 1-13.

AVANZA Martina, FILLIEULE Olivier et MASCLLET Camille, « Ethnographie du genre. Petit détour par les cuisines et suggestions d'accompagnement », *SociologieS*, La recherche en actes.

BARTHELEMY Pascale, 2010, *Africaines et diplômées à l'époque coloniale (1918-1957)*, Rennes, PUR.

BARTHELEMY Pascale et ROGERS Rebecca, 2013, *Enseignement et genre en situation coloniale (Maghreb, Afrique, Inde, Indonésie, Indochine)*, Paris, la Découverte.

CASTRO APREZA Inés, 2003, "Contemporary women's movements in Chiapas", in Christine Eber et Christine Kovic (dir.) *Women of Chiapas. Making history in times of struggle and hope*, New-York and London, Routledge.

CORTINA Regina, 1989, « Poder y cultura sindical : la mujer en el sindicato de trabajadores de la educación en el Distrito Federal », OLIVEIRA DE Orlandina (Dir.), *Trabajo, poder y sexualidad*, Mexico, El Colegio de Mexico, p.241-268.

DALTON Margarita, 1990, « La organización política, las mujeres y el Estado : el caso de Oaxaca », *Estudios Sociológicos*, VIII, n°2, p.39-65.

ESTRADA SAAVEDRA Marco, 2016, *El pueblo ensaya la revolucion. La APPO y el sistema de dominacion oaxaquo*, México, El Colegio de México.

FALQUET Jules. 2020. *Imbrications. Femmes, race et classe dans les mouvements sociaux*, Paris, Éditions du Croquant.

GEAY Bertrand, 1999, *Profession : Instituteurs. Mémoire politique et action syndicale*, Paris, Seuil.

GUILLAUME Cécile, POCHIC Sophie et SILVERA Rachel, 2013, « Genre, féminisme et syndicalisme », *Travail, genre et sociétés*, n°30, p.29-32.

GUILLAUMIN Colette, 2017, « La confrontation des féministes en particulier au racisme en général : remarques sur les relations du féminisme à ses sociétés », *Sociologie et Sociétés*, Vol.49, n°1, p.15-162.

GUTIERREZ CHONG Natividad, 2007, « Women and nationalism », GUTIERREZ CHONG Natividad (Dir.) *Women, ethnicity and nationalisms in Latin America*, Aldershot, Ashgate, p.1-28.

INEGI, 2020, *Censo de población y vivienda*, México.

KAY VAUGHAN Mary, 1997, *Cultural politics in revolution. Teachers, peasants and schools in Mexico 1930-1940*, Tucson, University of Arizona Press.

KREFA Abir et BARRIERES Sarah, 2019, « Genre et crises politiques : apports analytiques et possibles empiriques », *Ethnologie française*, vol. 49, n° 2, p. 213-227.

LE QUENTREC Yannick et RIEU Annie, 2003, *Femmes. Engagements publics et vie privée*, Paris, Syllepse.

MARTÍNEZ VÁSQUEZ Víctor Raúl, 2007, *Autoritarismo, movimiento popular y crisis política : Oaxaca 2006*, Oaxaca, IISUABJO.

METAIS Julie, 2019, *Maestras et maestros de Oaxaca. École et pouvoir au Mexique*, Rennes, PUR.

PADILLA Tanalís, 2008, *Rural Resistance in the land of Zapata : The Jaramillista movement and the myth of the pax priista. 1940-1962*, Durham and London, Duke University Press.

PAREDES Julieta et GUZMAN Adriana, 2014, *El tejido de la rebeldia. ¿Que es el feminismo comunitario?* La Paz, Comunidad Mujeres Creando Comunidad.

PERROT Michelle, 1978, « De la nourrice à l'employée. Travaux de femmes dans la France du XIX^{ème} siècle », *Le mouvement social*, n°105, p.3-10.

PICOT Pauline, 2020, « La division sexuelle du travail militant dans les mobilisations antiracistes franciliennes », *Hommes & Migrations*, n°1331, p.75-83.

RECONDO David, 2007, « Oaxaca : La périphérie autocratique de la démocratie mexicaine », *Problèmes d'Amérique Latine*, n°64, p.73-90.

RECONDO David, 2009, *La démocratie mexicaine en terres indiennes*, Paris, Karthala.

RIUS Pia V., 2012, « Les assemblées de *desocupados* dans la périphérie sud de Buenos Aires. Les ancrages du politique dans la vie quotidienne », *Participations*, vol. 4, n° 3, p. 103-127.

ROCKWELL Elsie. 2004. « Schools of the revolution : enacting and contesting state forms in Tlaxcala, 1910-1930 », in G. Joseph et D. Nugent (éd.) *Every Forms of State Formation : revolution and the negotiation of rule in modern Mexico*, Durham, Duke University Press : 107-208.

ROUSSEAU Stéphanie et MORALES HUDON Anahi, 2017, *Indigenous women's movements in Latin America. Gender and Ethnicity in Peru, Mexico and Bolivia*, New-York, Palgrave MacMillan.

ROUX Patricia, PERRIN Céline, PANNATIER Gaël *et al.*, 2005, « Le militantisme n'échappe pas au patriarcat », *Nouvelles Questions Féministes*, 24, p.4-16.

SCOTT James C., 1985, *Weapons of the weak. Everyday forms of peasant resistance*, New haven and London, Yale University Press.

STEPHEN Lynn, 2005, « Women's Weaving Cooperatives in Oaxaca: An Indigenous Response to Neoliberalism ». *Critique of Anthropology* 25(3):253-78

STEPHEN Lynn, 2006, « Rural women's grassroots activism, 1980-2000: reframing the nation from below », in OLCOTT Jocelyn, KAY VAUGHAN Mary, CANO Gabriela (Dir.), *Sex in Revolution. Gender, politics and power in modern Mexico*, Durham and London, Duke University Press, p.241-260.

STEPHEN Lynn, 2007, « 'We are brown, we are short, we are fat... We are the face of Oaxaca': women leaders in the Oaxaca rebellion », *Socialism and democracy*, n°21, p.97-112.

STEPHEN Lynn, 2013, *We are the face of Oaxaca. Testimony and social movements*. Durham and London, Duke University Press.

THEBAUD Françoise, 2013, « 2. Le féminisme et la question du travail, hier et aujourd'hui », in Margaret Maruani (dir.), *Travail et genre dans le monde. L'état des savoirs*. Paris, La Découverte, p. 24-32.

VASQUEZ Veronica, 2011, *Los derechos políticos de las mujeres en el sistema de usos y costumbres de Oaxaca*, México, Escuela NACIONAL de Antropología e Historia.

VIVEROS VIGOYA Mara, 2015, « L'intersectionnalité au prisme du féminisme latino-américain », *Raisons politiques*, n°58(2), p.39-54.

WACHTEL Nathan, 1990, *Le retour des ancêtres : les Indiens Urus de Bolivie, XXe-XVIe siècle : essai d'histoire régressive*, Paris, Gallimard.

ZAFRA Gloria, 2009, « Por la ley o la costumbre: Obstáculos en la participación política de las mujeres en el sureste mexicano », in JUAN V. et KATYA S. (Dir.), *Derecho y Sociedad en Oaxaca Indígena. Logros alcanzados y desafíos pendientes*, Washington, DC, Fundación para el Debido Proceso Legal.

